

France

26/03/2026

Les entreprises et consommateurs français deviennent plus pessimistes

Alors que les enquêtes de mars ne captent encore qu'imparfaitement les effets du conflit au Moyen Orient, les signaux envoyés par les entreprises et les ménages français sont déjà nettement orientés à la baisse.

Le sentiment se dégrade

Le climat des affaires est resté stable en France en mars, à 97, mais demeure inférieur à sa moyenne de long terme depuis près de deux ans. Les réponses ont été recueillies par l'Insee entre le 26 février et le 23 mars. Toutefois, l'essentiel des entreprises ont répondu avant la mi-mars, à un moment où les répercussions du conflit au Moyen Orient étaient encore limitées par rapport à la situation actuelle. Près d'un cinquième des réponses datent même d'avant le début du conflit.

Comme attendu, le climat des affaires s'est nettement dégradé dans l'industrie, perdant trois points sur le mois. La production passée, les perspectives de production ainsi que les carnets de commandes sont tous en recul. Cette détérioration est principalement portée par le secteur des « autres matériels de transport », qui avait pourtant été l'un des principaux moteurs de la production française ces derniers mois et qui se montre désormais beaucoup plus pessimiste. Dans le même temps, les perspectives de prix de vente dans l'industrie ont fortement augmenté au cours du mois.

Le sentiment est resté très dégradé dans les services, en raison d'une appréciation plus négative de l'activité passée. À l'inverse, le climat des affaires a légèrement rebondi dans le commerce de détail et dans le bâtiment. Le climat de l'emploi progresse d'un point, mais reste très inférieur à sa moyenne de long terme.

Par ailleurs, la confiance des ménages s'est repliée en mars, perdant deux points sur le mois. Alors que seule la moitié des réponses à l'enquête ont été collectées après le début du conflit au Moyen Orient, les ménages anticipent une très forte hausse des prix dans les prochains mois. Le solde d'opinion correspondant a bondi de vingt-huit points et atteint son plus haut niveau depuis septembre 2022. Les ménages se montrent également nettement plus pessimistes concernant l'évolution future de leur situation financière personnelle.

Dans l'ensemble, les données publiées aujourd'hui confirment que les perspectives économiques françaises se sont sensiblement dégradées depuis le début du conflit au Moyen Orient. Compte tenu du calendrier de collecte, l'impact des développements les plus récents n'est toutefois pas encore pleinement reflété dans les données de mars. Si le conflit ne s'atténue pas dans les prochains jours, une détérioration nettement plus marquée du sentiment est à attendre en avril.

L'inflation française va augmenter, mais moins qu'ailleurs en Europe

L'impact de la situation au Moyen Orient sur l'économie française dépendra largement de la durée et de l'intensité du conflit. Une conséquence apparaît toutefois déjà certaine : une inflation plus élevée que prévu. En début d'année 2026, nos prévisions tablaient sur une inflation moyenne de 1,3 % pour l'indice harmonisé en France. Désormais, nous tablons sur

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

une inflation proche des 2 % sur l'ensemble de l'année, avec un risque de révision supplémentaire à la hausse.

Cette révision des prévisions reste néanmoins plus limitée que dans les autres pays européens. Le point de départ de l'inflation en France est en effet plus bas que dans la plupart des autres pays de la zone euro. Par ailleurs, l'économie française se caractérise par une part importante de prix administrés ou négociés de manière centralisée, notamment dans la grande distribution. Cela implique qu'une hausse des prix des matières premières se transmet plus lentement aux prix à la consommation qu'ailleurs. Enfin, la conjoncture économique précédant le conflit n'était pas particulièrement dynamique, ce qui réduit le risque d'une spirale inflationniste rapide.

Le marché du travail demeure en outre fragile. Comme le montre le climat de l'emploi, les intentions d'embauche sont faibles et les créations nettes d'emplois sont négatives depuis plusieurs trimestres. Les négociations salariales en cours n'intègrent pas encore pleinement cette nouvelle donne inflationniste. En conséquence, la progression des salaires devrait rester modérée, contribuant à contenir la hausse des prix, en particulier dans les services.

Les moteurs de l'activité économique vont souffrir

Le risque d'une spirale inflationniste rapide est donc plus limité en France que dans les pays voisins, mais n'est pas nul en cas de conflit prolongé. En outre, le risque d'un impact négatif sur l'activité économique est plus préoccupant en France qu'ailleurs.

L'économie française avait débuté l'année 2026 avec un léger regain d'optimisme, mais sur des bases fragiles. La confiance commençait tout juste à se redresser après une année 2025 difficile, marquée par une forte incertitude politique et budgétaire, qui avait pesé sur les décisions de consommation et d'investissement. La situation actuelle ravive ces incertitudes, ce qui devrait freiner la baisse du taux d'épargne des ménages et limiter les décisions d'embauche. La hausse des prix de l'énergie va en outre peser sur le pouvoir d'achat. Une accélération de la consommation semble désormais peu probable.

Par ailleurs, un rebond de l'investissement était attendu en début d'année, tant du côté des ménages que des entreprises. Les hausses rapides des taux d'intérêt à long terme depuis début mars, liées aux anticipations de resserrement monétaire de la BCE, viennent complètement cependant compromettre ce scénario. Les investissements resteront vraisemblablement très limités en 2026. Enfin, n'oublions pas que le dynamisme de la production française repose fortement sur le secteur aéronautique. Or, ce secteur est particulièrement exposé à la situation actuelle, ce qui fait craindre une baisse des commandes en 2026.

En conséquence, même si le conflit devait s'atténuer dans les prochaines semaines, les principaux moteurs de l'activité économique apparaissent d'ores et déjà affaiblis. Cela devrait se traduire par une croissance plus faible que prévu en 2026. À ce stade, nous anticipons une croissance moyenne de 0,7 % sur l'ensemble de l'année, contre 1 % attendu en début d'année. Les risques entourant cette prévision restent orientés à la baisse : un conflit prolongé pourrait entraîner une révision encore plus marquée des perspectives de croissance.

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.